

**Point de presse de la porte-parole -
Point de presse de la porte-parole -
Israël - Territoires palestiniens/
Nouvelles décisions de construction
de logements dans les colonies
israéliennes - Situation au
Nicaragua - Archives
diplomatiques/Colloque "Mai 1968
dans le monde" - Situation de M.
Arkadi Babtchenko -
Climat/Etats-Unis - Syrie/Géorgie
(Paris, 31 mai 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Israël - Territoires palestiniens - Nouvelles décisions de construction de logements dans les colonies israéliennes

La France condamne les décisions prises par les autorités israéliennes visant à permettre la construction de près de 2 000 logements dans 30 colonies différentes en Cisjordanie, spécifiquement celle de 92 logements à proximité de la zone d'E1, zone particulièrement sensible qui menace, comme l'a rappelé à plusieurs reprises le Conseil de l'Union européenne, la possibilité même d'un Etat palestinien viable et contigu, avec Jérusalem capitale des deux Etats. Cette décision confirme les préoccupations suscitées par les ordres de démolition à l'encontre des communautés bédouines de cette zone.

La colonisation est contraire au droit international, comme l'a réaffirmé la résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations unies. Sous toutes les formes qu'elle revêt, elle entretient une annexion de facto de la Cisjordanie, entrave la solution des deux Etats et nuit à la recherche d'une paix juste et durable. Elle contribue également à attiser les tensions sur le terrain et entre les peuples.

Pour toutes ces raisons, le président de la République a demandé le 22 décembre dernier l'arrêt de la colonisation afin de préserver un horizon politique crédible.

La priorité de la France est d'oeuvrer à préserver la solution des deux Etats et de contribuer à une reprise de négociations décisives.

2 - Situation au Nicaragua

La France condamne les violences intervenues au Nicaragua depuis le 18 avril.

Selon différents organismes internationaux de défense des droits de l'Homme, le bilan de ces violences s'élève maintenant à plus de 85 morts et plusieurs centaines de blessés.

La France appelle toutes les parties à renoncer à la violence et à soutenir la mise en place d'un mécanisme d'enquête internationale, autonome et indépendant, susceptible de déterminer les responsabilités des violences, comme l'a demandé la commission interaméricaine des droits de l'Homme dans son rapport préliminaire.

La France appelle le gouvernement à préserver la voie du dialogue national pour permettre la poursuite des discussions sur la justice et la démocratisation.

3 - Archives diplomatiques - Colloque "Mai 1968 dans le monde" (La Courneuve, 7 juin 2018)

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères organise, le 7 juin prochain, au centre des archives diplomatiques de La Courneuve, un colloque international sur "Mai 1968 dans le monde" où la parole sera donnée, à l'occasion du cinquantième anniversaire, aux meilleurs spécialistes, historiens, diplomates et acteurs de la période.

Ce colloque s'inscrit dans le cadre de la politique d'ouverture et de valorisation des archives diplomatiques qui font partie de notre patrimoine commun et sont accessibles à tous.

Inscriptions : lecture.archives@diplomatie.gouv.fr

Pour plus d'information :

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/archives-diplomatiques/action-scientifique-et-culturelle-des-archives-diplomatiques/colloques-et-expositions/colloques-et-conferences/>

4 - Situation de M. Arkadi Babtchenko

Q - Bonjour, comment pouvez-vous commenter la révélation de la mise en scène de la mort du journaliste russe Arkadi Babtchenko, "assassiné" en Ukraine?

R - Nous n'avons pas à commenter cette affaire dont nous ne nous connaissons pas les détails.

5 - Climat - Etats-Unis

Q - Il y a un an, le président américain Donald Trump a annoncé que les Etats-Unis sortaient de l'accord de Paris sur le climat. Comment va se développer la coopération avec les Etats-Unis sur ce sujet? Donald Trump avait proposé de conclure un autre accord, envisagez-vous cette possibilité?

R - Le 1er juin 2017, les Etats-Unis ont annoncé leur intention de se retirer de l'accord de Paris sur le climat. A ce jour, ils continuent à participer de manière constructive aux discussions tenues dans le cadre de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Nous souhaitons qu'ils restent au sein de l'accord afin de ne pas s'isoler de la communauté internationale. Nous poursuivons le dialogue avec ce partenaire important pour lutter contre le réchauffement climatique et la dégradation de l'environnement. Comme l'a dit le président de la République, "la porte n'est pas fermée".

Par ailleurs, nous poursuivons notre travail avec le groupement des Etats fédérés, des villes et des partenaires publics et privés signataires de la déclaration "We are still in", acteur essentiel de l'engagement mondial pour cette cause commune.

Comme elle l'a montré dans les discussions pendant la COP23 et confirmé lors du "One Planet Summit" le 12 décembre, la France reste pleinement engagée dans la lutte contre le réchauffement climatique et continuera d'appuyer l'ensemble des groupements d'acteurs nés de la COP 21.

6 - Syrie- Géorgie

Q - La Syrie a annoncé qu'elle reconnaissait l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Quelle est votre réaction ?

R - Lors de sa récente visite à Tbilissi, M. Jean-Yves Le Drian a rappelé l'attachement de la France au respect de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la

Géorgie, dans ses frontières internationalement reconnues.

Toute reconnaissance des personnes exerçant de facto une autorité sur les régions géorgiennes de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud constitue à cet égard une violation du droit international./.